

COMMUNIQUÉ

Paix, justice démocratie au Moyen-Orient NON à la stratégie de la guerre, OUI à des solutions politiques

Après 4 ans de guerre, la situation en Syrie est effroyable. La population qui s'était soulevée massivement en 2011 pour la dignité, le droit de vivre libre, la démocratie est confrontée aujourd'hui à la fois à la violence du régime et aux exactions de groupes dits « Jihadistes ».

Nous exprimons notre solidarité à la population syrienne qui vit un véritable calvaire, à toutes les victimes des guerres et du terrorisme au Moyen Orient. Nous apportons notre soutien aux forces démocratiques qui se battent courageusement pour la paix et la démocratie, la liberté d'expression, pour des États de droit, et affrontent une répression féroce en Syrie, en Iran, Arabie Saoudite, Irak... Nous soutenons les femmes qui font face à une recrudescence inouïe de violences (vente de femmes et de jeunes filles pour des fins d'esclavage sexuel et d'esclaves du travail, viols, mariages forcés de petites filles) mais qui luttent courageusement pour leur émancipation et qui participent à la résistance pour vivre libres, comme l'atteste la dynamique de la marche mondiale des femmes qui vient de partir du Kurdistan de Turquie.

Par contre nous n'acceptons pas que notre émotion face aux souffrances du peuple syrien et des peuples de la région, soit utilisée pour escamoter les responsabilités d'une situation qui résulte d'abord de l'invasion en 2003 de l'Irak par les USA, la Grande-Bretagne et leurs alliés, en violation du droit international, après le mensonge éhonté, le 5 février 2003 de Colin Powell brandissant à l'ONU sa fiole censée démontrer l'existence d'armes de destruction massive sur le territoire irakien.

La guerre conduite en Libye a également contribué à ce chaos qui montre l'échec de la stratégie guerrière des puissances occidentales et de l'OTAN et la nécessité d'en finir avec toutes les ingérences étrangères en Syrie et dans toute cette région convoitée pour des raisons économiques ou géostratégiques. Par ailleurs les producteurs, vendeurs et financeurs d'armes, ont contribué au chaos général et certains États, tels l'Arabie Saoudite et le Qatar, avec la complicité de la Turquie, tous membres ou alliés de l'OTAN, ont directement ou indirectement contribué à armer Daesh en particulier en lui permettant de vendre son pétrole¹.

Enfin, l'absence de volonté politique pour enfin mettre en place une solution de paix juste et durable entre palestiniens et israéliens contribue aussi à la détérioration de la situation.

C'est pourquoi nous considérons que vouloir faire passer ces conflits comme des conflits religieux s'insérant dans une guerre de civilisation est une escroquerie intellectuelle.

En Syrie ou ailleurs, les grandes puissances proposent avant tout des solutions militaires qui aboutissent à une impasse après l'espoir suscité par la conférence de Genève en 2014.

Il faut arrêter l'escalade de la violence et rechercher, avec le recours à l'ONU, des solutions politiques par la négociation avec tous les acteurs impliqués en Syrie ou ailleurs et en permettant aux populations de s'exprimer. Nous demandons :

- Des mesures urgentes pour la protection des populations sous l'égide de l'ONU.
- L'organisation dans le cadre de l'ONU d'une conférence internationale pour la paix au Moyen Orient et une politique volontariste pour l'instauration d'une paix juste et durable au Proche-Orient.
- Des actions de l'Onu, de la France et de l'Union européenne pour relancer le processus de négociations de Genève pour la Syrie avec toutes les composantes de la société syrienne pour aboutir à une solution démocratique élaborée par les syriens.
- Un embargo sur toutes les armes dans la région.
- Le désarmement de Daesh et des sanctions envers les États qui le soutiennent notamment en le laissant vendre le pétrole hors de l'Irak.
- Une commission d'enquête internationale et la traduction devant la Cour Pénale Internationale de tous les criminels de guerre.
- Une action d'ampleur de l'ONU et de tous les pays dont la France en faveur des réfugiés.

Le Mouvement de la Paix,
Saint-Ouen, le 13 mars 2015

¹ Que ces États fassent régner dans leur pays le fondamentalisme le plus rétrograde, ne dérange nullement nos dirigeants qui ont récemment conclu un marché de 3,5 milliards de vente d'armes payées par l'Arabie Saoudite